



L'Internationnaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Lutte des classes

N°83 - Janvier 2009 - 2 Euros



Gaza : Arrêt des massacres !



**NON à Darcos,
OUI à nos profs. !**

Une année décisive

Groupe Socialiste Internationaliste
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV^e Internationale

Edito.

Une année décisive de la lutte des classes commence !

Le 31 décembre 2008, N. Sarkozy (pour quelques heures encore président en exercice de l'Union Européenne) a présenté ses vœux au pays, comme il est de tradition. Comme il est de tradition également, il s'est efforcé de noyer le poisson en appelant l'ensemble des « Français » (les riches comme les pauvres, donc) à faire preuve de solidarité face à l'épreuve que constitue la crise. Une « épreuve » mais aussi un « défi », selon ses dires. L'enjeu de ce défi ? « *Se faire une place dans ce nouveau monde qui se construit* »... Rien que cela !

N.Sarkozy est donc revenu, à cette occasion, sur les « réformes » qu'il entend imposer en 2009. Ces contre-réformes, en fait, sont connues et elles s'appliquent (ou l'ont déjà été, ou le seront) avec constance dans chaque pays de l'UE. Cela, conformément à l'agenda arrêté lors des rencontres intergouvernementales et en application des traités européens. Bien entendu, Sarkozy prétend ne pas agir « par esprit de système ». En effet, l'idéologie est toujours au service d'intérêts ; en l'occurrence, ceux de la bourgeoisie, ceux du capital.

Avant la crise, il y eut les « réformes pour restaurer la compétitivité ». Au début de la tempête, il eut, dixit C. Lagarde, ministre de l'économie et des finances, « les réformes qu'avaient faites nos voisins », (lesquelles, insistons au passage, ne les ont pas mis à l'abri de la crise) et qu'il fallait réaliser, toujours selon C. Lagarde, « pour faire face à la crise ». Aujourd'hui, ce même catalogue de contre-réformes intangibles est présenté par Sarkozy comme nécessaire pour se trouver dans la meilleure situation possible, dans le cadre de la concurrence inter-impérialiste, lorsque la crise se terminera...

Résumons. Crise ou pas crise, « croissance », stagnation, récession ou dépression..., on retombe toujours, sans « *esprit de système* », sur ce

qu'A. Juppé, Premier ministre de J. Chirac, appelait « *la seule politique possible* ». Une politique, en tout temps et tout lieu, conforme aux attentes du capital.

Précisons. Sarkozy met modestement au crédit de sa présidence européenne une réponse « coordonnée » des états capitalistes à la crise. Or, cette réponse n'est en réalité qu'un rideau de fumée car il s'agit bien, pour tous les capitalistes et donc pour les états à leur service, de mettre à profit la situation pour « tirer les marrons du feu ». D'ailleurs, à peine terminé le G20, le « Sommet sur les marchés financiers et l'économie mondiale »⁽¹⁾, nombre d'états se sont lancés dans une **politique de dévaluation de leur monnaie, dans le but de faire supporter les effets de la crise aux autres états.**

Le 31 décembre, Sarkozy n'a pas parlé de la **privatisation de la Poste**, sujet qu'il avait déjà abordé lors d'un déplacement dans les Ardennes mi-décembre ; en effet, tout comme pour ses confrères belge ou britannique, cette privatisation fait partie du « paquet 2009 ». Bien entendu, l'**organisation du territoire** vient en bonne place, avec une probable montée en puissance des régions et de « l'intercommunalité », pour « mutualiser » les moyens mis au service des capitalistes et faire baisser leurs impôts.

La « réforme » de la **procédure pénale**, elle, suit de peu la très discrète « réforme » des marchés publics incluse dans le plan de relance validé par le parlement à l'automne 2008..., la « dépenalisation » du droit des affaires figurant également en bonne place du programme du candidat Sarkozy et de l'agenda de sa ministre de la justice. En revanche, faudra-t-il s'attendre à une accentuation de la criminalisation de l'action ouvrière, syndicale ou politique.

Les principaux dossiers visent cependant le « noyau dur » des services publics : l'éducation et la santé, « marchés du XXI^{ème} siècle » selon l'OMC et l'OCDE... A savoir :

Tout d'abord, après l'entrée en vigueur du RSA (revenu de solidarité active) et la fusion ANPE-ASSEDICS, c'est au tour de **la formation professionnelle**, vache à lait de l'enseignement privé et du MEDEF ; un volet à mettre en relation avec les projets qui tournent autour de la « sécurité sociale professionnelle », « l'employabilité » et la « réforme » de l'éducation.

Ensuite, **la recherche publique**, dont le sort est lié à celui de l'enseignement supérieur (l'ensemble étant sous la tutelle de la ministre V. Pécresse), sera-t-elle mise au service d'intérêts privés au sein des pôles d'excellence, conformément à la LRU.

En outre, **l'hôpital public** est secoué par plusieurs faits divers – sinistres – autour des services d'urgence, de pédiatrie et de psychiatrie. Ces faits tombent fort à propos pour permettre au gouvernement d'accroître la pression sur la fonction publique hospitalière, déjà dans une situation critique face aux manques de moyens et aux suppressions d'emplois, et de lancer une nouvelle phase de l'offensive contre la santé publique. Les larmes de crocodiles de R. Bachelot-Narquin, docteur en pharmacie et ministre de la santé, viennent à l'appui de cette politique de **privatisation**.

Aussi, il convient de rappeler que **l'hôpital public** se trouve au carrefour de deux attaques : d'une part, contre la **santé publique** ; d'autre part, contre **l'enseignement supérieur et la recherche**, avec les centres hospitaliers universitaires (CHU).

Enfin, la poursuite de **l'offensive contre le BAC et les lycées** est confirmée. Le « recul » du ministre X. Darcos a été mis en scène du fait de

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-litqi.org - Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>
Clôture rédactionnelle le 6 janvier 2009 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

l'explosion de la jeunesse en Grèce et des mobilisations enseignantes en Italie ou au Portugal. Le gouvernement, qui compte sur les vacances scolaires pour étouffer la mobilisation lycéenne, va s'appuyer d'avantage sur la bureaucratie syndicale : « *prendre du temps pour réfléchir ensemble ce n'est pas perdre du temps pour la réforme, c'est en gagner* ». Le tout, accompagné d'un coup de poing sur l'égalité des chances... Bonne année 2009, donc !

Entre-temps, **la détermination des travailleurs et de la jeunesse à battre cette politique et à défaire ce gouver-**

nement reste intacte. A tel point, que les dirigeants de toutes les organisations syndicales se sont trouvés contraints d'appeler, le 29 janvier prochain, à une journée « *nationale et interprofessionnelle d'actions* », « *pour l'emploi et le pouvoir d'achat* ». Ces organisations sont maintenant rejointes par toutes celles des postiers et toutes celles des enseignants. Gageons cependant que les bureaucraties syndicales chercheront à faire, du 29 janvier, une journée d'actions dispersées et sans lendemain. C'est pourquoi, **il est essentiel que la participation des travailleurs et des jeunes soit massive et**

déterminée, par la grève dans l'unité et par la manifestation, de façon à faire de cette journée un point d'appui vers la grève générale.

Cette année déterminante commencera donc par une journée déterminante : Le 29 janvier, tous en grève, tous dans la rue !

Grève générale pour faire plier le gouvernement !

(1) A ce niveau, le choix des mots et leur agencement est déterminant : les spéculateurs d'abord !...

La barbarie capitaliste « Bulles » et autres « pyramides »

Economie

« *Vous êtes stupides et vous croyez à la magie ; vous devez travailler beaucoup pour récupérer votre argent.* » C'est ce qui est écrit sur une pancarte accrochée à la porte d'une agence de la société DRFE qui signifie en espagnol « argent rapide, facile et en liquide » : 1,7 million d'épargnants colombiens viennent de découvrir qu'une des 240 « banques » de ce type dans le pays s'est évaporée avec leur argent après leur avoir promis des rendements mirobolants. L'escroquerie s'appelle une « pyramide de Ponzi », du nom de leur « inventeur » Charles Ponzi, aux États-Unis, dans les années 1920.

À la lecture de ce genre d'information, rapportée par le quotidien *Libération* du 27 novembre 2008, on pourrait croire que ce genre de mésaventure ne peut arriver que dans des contrées exotiques et lointaines puisque c'est très exactement le tableau qu'en brossent les médias bourgeois des métropoles impérialistes... Pourtant, la Colombie est dirigée par un « grand démocrate », ami de Bush et de Sarkozy, A. Uribe.

Or, en Colombie justement, le scandale autour d'une autre « pyramide », DMG⁽¹⁾, va bien au-delà de cette escroquerie puisqu'elle révèle des liens avec des activités de blanchiment et qu'elle éclaire singulièrement les conditions de la réélection du président actuel.

Au demeurant, la multiplication de ce genre de scandales se révèle symptomatique de la réalité du système capitaliste et de sa barbarie. Elle révèle l'absence de frontières entre le *légal* et l'*illégal* dès lors qu'il s'agit de faire le maximum de profits dans les délais les plus brefs.

Ces scandales apparaissent un peu comme des récifs dangereux se découvrant lorsque la marée reflue alors que personne n'y prêtait attention à marée haute. L'approfondissement de la crise économique va multiplier ce genre de « révélations » qui pourraient bien être instrumentalisées comme autant de diversions. C'est ce que démontre, comme si besoin était, l'affaire Madoff.

La signification de l'affaire Madoff

Le 12 décembre 2008 éclate l'affaire Madoff. Bernard Madoff, ancien président du NASDAQ, l'indice boursier états-unien des valeurs technologiques, reconnaît avoir perdu « environ 50 milliards de dollars » dans le fonds qu'il dirige. Pendant vingt ans, il aurait géré une structure qui, partie d'un *hedge fund*, un fonds spéculatif, s'est transformé, au moins partiellement, en une... pyramide !

Là, le scandale est mondial, les pigeons étant des banques (Santander, Fortis, Natixis, etc.) ou les clients de ces banques qui ne savent même pas qu'ils ont « investi » indirectement dans « du Madoff », ou encore des grosses fortunes... Le scandale ne fait que commencer. Ainsi, l'enquêteur de la SEC (l'équivalent pour les États-Unis de l'Autorité des marchés financiers en France) pour le fonds Madoff était le neveu par alliance de l'escroc et le commissaire aux comptes de sa société était son gendre !

Des économistes et des « experts » expliquent, après coup, que les 10 % de rendement de Madoff sur dix-sept ans étaient invraisemblables. 10 % par an, sur dix-sept ans, quels que soient les aléas de l'économie et de la finance, effectivement, il n'est pas nécessaire d'être un expert pour se dou-

ter que quelque chose ne va pas !

Cependant, les quelques tentatives de personnes soupçonneuses (ou tout simplement prudentes) pour y voir plus clair ont échoué : pourquoi ? Parce que tout le système capitaliste est engagé dans l'accumulation d'une masse monstrueuse de capital fictif. Rien ne ressemble plus à une « pyramide de Ponzi » que les bulles spéculatives qui ont explosé ces dernières décennies. « Défaut de contrôle », « manque de régulation », « transparence insuffisante », nous dit-on. De qui se moque-t-on ?

L'hypocrisie des « institutions financières »

Qui contrôle les comptes ? Des sociétés qui sont aussi les conseillers fiscaux et les consultants, les clientes, ou même des actionnaires de ceux qu'elles sont censées... contrôler ! Quelle régulation, quand tout a été mis en œuvre depuis trente ans pour donner aux actionnaires une totale liberté de manœuvre et une complète immunité juridique⁽²⁾ ? **Quelle transparence, quand on sait que le secret bancaire, industriel et commercial, est au cœur du fonctionnement du système capitaliste ?**

Qui est chargé de « contrôler » les contrôleurs ? Des « autorités indépendantes » qui sont à la fois juge et partie, des agences de notation complices qui sont rémunérées par ceux-là mêmes qu'elles sont censées apprécier, des commissaires aux comptes et des cabinets d'audit qui organisent l'évasion fiscale et le camouflage de l'endettement de leurs clients dans des paradis fiscaux !

Au sommet de cette... pyramide, on trouve les banques centrales, les SEC et autres AMF, les ministres des Finances, la Banque

mondiale, le FMI et compagnie. Des gens qui, en France par exemple, ne sortent de l'Inspection des finances que pour devenir directeurs de banque et qui retournent à l'inspection des finances lorsqu'ils quittent une banque ! On les appelle les « grands commis de l'État », tout entiers au service du capital.

Les « institutions financières » savent très bien de quoi il retourne. La preuve : en mars 2000, un des principaux économistes du FMI analysait le phénomène des pyramides qui avaient mis l'Albanie à genoux, en 1997, avec des affrontements qui avaient fait 2 000 morts. Dans son document, l'expert louait la politique du gouvernement albanais pour « ses efforts d'ajustement (...), son refus de renflouer les déposants. L'extrême souplesse des prix et des salaires (qui) a permis (...) de réduire substantiellement les salaires réels du secteur public en 1997. ». L'économiste salue en définitive « La volonté du nouveau gouvernement de s'attaquer au déficit budgétaire et d'entreprendre des réformes structurelles long-temps différées (qui) a également joué un rôle crucial⁽³⁾. »

Le FMI le dit avec la manière, mais dans le fond il est aussi cynique que DRFE en Colombie : « Vous devrez travailler beaucoup pour récupérer votre argent. » L'effondrement boursier avec la crise économique qu'il engendre va mettre à découvert nombre d'opérations du type de celle de Madoff, il faut désormais s'y attendre.

Cependant, comme les scandales de Colombie, **l'affaire Madoff vient à point nommé pour organiser une diversion en faisant porter l'accent sur le soi-disant « excès » pour mieux masquer que c'est le système capitaliste lui-même qui est en cause.**

La réalité de la crise

L'hebdomadaire spécialisé *The Economist* termine l'année 2008 en publiant ses indicateurs boursiers qui montrent un effondrement de près de 45 % de la capitalisation boursière à l'échelle du monde sur l'année écoulée. Les « pays émergents », reculent, en dollars US, de 57 % pour le Brésil, l'Arabie Saoudite de 57,4 %, l'Inde de 61,7 %, la Chine de 62,5 % et la Russie de 71,9 % !

Les dévaluations se multiplient depuis plusieurs mois : yuan chinois, rouble russe, roupie indienne, etc. En trois mois, la livre sterling a perdu plus de 20 % de sa valeur par rapport à l'euro (le recul de la livre par rapport au dollar US est du même ordre de grandeur). Lors du lancement de l'euro, le 1^{er} janvier 1999, la livre s'établissait à 1,44 euro ; au 1^{er} janvier 2009, le rapport n'est plus que de 1,03 euro pour 1 livre.

The Economist indique également dans son édition du 11 décembre 2008 que les universités états-uniennes viennent de perdre des sommes faramineuses dans le crack boursier : entre juin 2008 et juin 2009, Harvard pourrait perdre 30 % de ses 36,9 milliards de dollars, soit 11 milliards. Ce qui devrait donner à réfléchir sur l'orientation que le gouvernement Sarkozy-Fillon veut donner à l'enseignement supérieur de notre pays !

Si l'on se penche sur les fonds de pension par capitalisation qui, selon les capitalistes, étaient censés assurer nos retraites demain, il suffit de citer ce document de l'OCDE⁽⁴⁾ : « Depuis octobre 2008, le total des actifs des plans de retraite privés dans les pays de l'OCDE a reculé d'à peu près 5 000 milliards de dollars, ce qui équivaut à 20 % de leur valeur, comparé à décembre 2007 quand leurs actifs s'élevaient à 28 000 milliards de dollars. » Le document continue en précisant que les deux tiers de ce recul affectent les fonds de pension des seuls États-Unis... ce qui n'empêche pas le document de critiquer la décision de l'Argentine et d'autres pays de nationaliser leurs fonds de pension car ces pays auraient, selon l'OCDE, accentué la panique financière !

Tout cela peut d'ores et déjà se traduire par ces quelques chiffres : fin octobre 2008, le directeur général de l'OIT (Organisation internationale du travail), Juan Somavia, estimait que le nombre de chômeurs pourrait passer de 190 millions de personnes en 2007 à 210 millions à la fin 2009. Et d'ajouter : « Le nombre de travailleurs pauvres vivant avec moins d'un dollar US par jour pourrait augmenter de 40 millions et le nombre de ceux qui vivent avec deux dollars US par jour de plus de 100 millions ».

Travailler plus pour gagner plus...

En résumé, pendant toute une vie, vous avez trimé pour survivre. Des actionnaires, des capitalistes ont engrangé de somptueux profits grâce à votre travail. Ils ont utilisé ces profits pour spéculer, ils ont aussi utilisé vos maigres économies, votre épargne retraite par exemple, pour alimenter la spéculation.

Aujourd'hui, tout cela s'écroule. Les capitalistes ont dilapidé votre travail et que disent-ils, eux et leurs agents ? Il faut « faire les réformes structurelles trop longtemps différées », d'après le FMI ; il faut « travailler plus pour gagner plus », d'après Sarkozy.

Ceux qui expliquaient dans la presse bourgeoise dans les années 1990 qu'il fallait être

« des tueurs en économie » et « ne pas avoir d'états d'âme » pour mettre en œuvre une « thérapie de choc » contre les travailleurs ; ceux qui ont porté aux nues les *costs killers* (tueurs de coûts) et autres *downsizers* (dégraisseurs) ont le culot monstrueux de venir aujourd'hui implorer la solidarité des travailleurs jetés à la rue, voués au chômage et au déclassement !

Ceux, tels Sarkozy et Fillon, qui vilipendent le « collectivisme », n'hésitent pas un instant à en appeler à l'union nationale des pauvres et des riches, des exploités et des exploités, pour permettre aux capitalistes de se refaire une santé grâce aux licenciements massifs, grâce à la baisse des salaires et retraites.

Le socialisme est l'alternative !

Ce que démontre une fois de plus la crise économique actuelle, c'est qu'il est vital pour les travailleurs de retirer les moyens de production et d'échange des mains des capitalistes, qu'il est vital de réorienter l'ensemble de l'économie mondiale dans le sens de la satisfaction des besoins sociaux de l'humanité.

La **baisse du temps de travail** de façon à résorber le chômage, sans baisse de salaire, est la première mesure d'urgence pour les travailleurs.

L'**augmentation générale des salaires et pensions** de façon à ce que l'inflation pèse sur les actionnaires et non sur les travailleurs est la seconde mesure.

Pourtant, ces deux mesures simples et « de bon sens » ne sont applicables que si la **nationalisation, sans indemnités ni rachat, des banques, des assurances et des grands groupes capitalistes** est réalisée, **sous le contrôle des travailleurs**, pour mettre fin au chaos.

La **seule issue** qui protège les travailleurs et l'humanité dans son ensemble du recul de la civilisation, de la barbarie, c'est le **socialisme !**

J.-Louis

1) Voir l'article, en espagnol, sur le site de la section colombienne de la LIT-QI : <http://www.elsocialista.org/ediciones/es-635/03-economia.html>

2) À cet égard, la chute du gouvernement Leterme, en Belgique, illustre bien la toute puissance des actionnaires : Fortis évite la faillite du fait d'une « nationalisation » éclair, mais les actionnaires mettent en cause le Premier ministre dans la revente de Fortis à BNP-Paribas qui se serait faite sans leur accord et avec des pressions sur la justice pour qu'elle couvre l'opération !

3) <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2000/03/pdf/jarvis.pdf>

4) En anglais seulement sur : <http://www.oecd.org/>. La citation a été traduite par nos soins (NDLR).

Revue de presse sociale

Dans le contexte de crise actuelle du capitalisme, où les patrons et le gouvernement multiplient leurs attaques contre les jeunes et les travailleurs, le mois de décembre a été marqué par un nombre important de grèves et de conflits sociaux. De nombreux secteurs ont été touchés et pour le mois de janvier, d'autres grèves sont déjà prévues. Cette année il n'y pas de "trêve des confiseurs" sur le front de la lutte des classes. Mais ce qui caractérise ces conflits sociaux, c'est encore et toujours le manque de perspective et d'unification des luttes. Les directions syndicales ont une responsabilité particulière dans cette situation.

Dans les semaines qui viennent de s'écouler, la **SNCF** a connu de nombreuses grèves. Mais malgré la mobilisation importante des cheminots, ces grèves restent à un niveau régional et la perspective d'unification nationale n'est pas avancée par les directions syndicales alors que les revendications des travailleurs sont toujours les mêmes. Dans la région **Midi-Pyrénées**, les contrôleurs ont fait grève pendant sept jours. La grève a été suivie par 75 % de cette catégorie de travailleurs perturbant fortement le trafic des TER et des trains Corail. Les contrôleurs réclamaient des embauches supplémentaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Depuis la mi-décembre (et encore à l'heure où cette rubrique est écrite), les conducteurs de Nice et de plusieurs dépôts d'Ile-de-France sont en grève, affectant fortement le trafic TER et celui des trains de banlieues. En Ile-de-France environ 50 % des conducteurs sont en grève dans les dépôts concernés par le mouvement. Les travailleurs mobilisés s'opposent à l'augmentation des cadences suite à la mise en place des nouveaux horaires le 14 décembre. Les nouveaux horaires prévoient plus de trains mais pas de nouvelles embauches.

Encore dans le secteur des **transports**, les travailleurs des bus et des trams de l'agglomération cannaise se sont mis en grève pendant une semaine pour obtenir une augmentation des salaires. Le taux d'adhésion au mouvement a été très élevée, toutes les catégories de travailleurs étaient concernées et aucun tram et bus n'a circulé pendant la grève.

Dans l'industrie, en particulier dans le secteur de **l'automobile**, en raison des conséquences de la crise économique mondiale, grèves et manifestations se sont multipliées. Le 20 décembre, à Hennebont dans le **Morbihan**, plusieurs milliers de personnes ont manifesté pour la sauvegarde des 550 emplois de la SBFM (Société Bretonne de Fonderie et Mécanique). Cette entreprise a été fortement fragilisée par la crise dans le secteur automobile. A Villemur en Haute-Garonne, les ouvriers de Molex, qui produisent des connecteurs automobile, se battent contre les licenciements et le déménagement des machines de leur site de production en Slovaquie.

Le 8 décembre plus de 300 travailleurs des sites **Renault Cléon** et **Sandouville**, affectés par le chômage technique, ont envahi le Conseil régional de Haute-Normandie à Rouen. Les travailleurs ont exigé que le conseil régional fasse pression sur Renault pour que les périodes de chômage soient payées à 100 %. Les ouvriers ont également exigé que le gouvernement légifère sur l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices.

A **Bordeaux**, le 20 décembre, plus d'un millier de personnes ont manifesté pour la défense de l'emploi en Aquitaine, notamment sur le site Ford de Blanquefort, qui emploie 1650 travailleurs et qui attend un repreneur.

A l'usine **Renault du Mans**, la production est arrêtée depuis le mercredi 10 décembre et se prolongera pendant quatre semaines, ce qui entrainera une perte de salaire d'au moins 400 euros sur un mois pour les ouvriers. En réponse à cette situation, 300 travailleurs se sont rassemblés devant le site à l'appel de la CGT le 12 décembre pour exiger que le chômage partiel soit payé à 100 %.

A l'usine **Genral Motors de Strasbourg**, tous les lundis sont chômés depuis le 10 novembre. Pour protester contre le chômage partiel, 200 ouvriers se sont rassemblés devant le lieu où se réunissait le Comité d'Etablissement. Les travailleurs ont exigé que les périodes de chômage partiel soient payées à 100 %.

Un autre secteur particulièrement touché par les mobilisations des travail-

La crise économique en quelques chiffres

Les derniers chiffres publiés concernant l'économie confirment la profondeur de la crise actuelle du système capitaliste. Pour les jeunes et les travailleurs la baisse des salaires, la hausse du chômage sont des réalités de plus en plus perceptibles dans la vie quotidienne.

Aux **Etats-Unis**, le taux de chômage a fortement augmenté au cours du mois passé. Dans ce pays, 586 000 demandeurs d'emplois supplémentaires ont été enregistrés pour la semaine du 13 décembre. Ce chiffre est le plus mauvais observé depuis le mois de novembre 1982. Par ailleurs, les dépenses de consommation des ménages ont baissé pour le cinquième mois consécutif, ce qui constitue une première depuis que cette statistique a été créée en 1959.

En **France**, les chiffres du chômage sont également extrêmement mauvais. Le 30 décembre, l'INSEE a annoncé une hausse de 64 000 du nombre de chômeurs de catégorie 1 en France pour le mois de novembre. Depuis le mois d'août, le nombre officiel de chômeurs comptabilisés par l'INSEE a augmenté de 160 000. Et les prévisions sont très mauvaises. Actuellement le nombre officiel de chômeurs est de 2 068 000. L'INSEE prévoit 214 000 destructions d'emplois pour le premier semestre 2009. Selon l'OCDE le taux de chômage devrait atteindre 8,2 % de la population active en 2009 et 8,7 % en 2010.

Au **Royaume-Uni**, le Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD) prévoit que 600.000 personnes perdront leur emploi en 2009, ce qui en ferait la pire année depuis 1991. Dans ce pays le nombre de chômeurs pourra atteindre plus de 2,8 millions.

Plusieurs secteurs économiques sont particulièrement touchés par la crise. Dans la **construction**, les mises en chantier de logements neufs en France ont reculé de 12,7% sur un an à la fin novembre et de 14,4% sur trois mois. Les permis de construire s'inscrivent en recul de 14,7% sur trois mois fin novembre et de 17,1% sur un an. Dans la **finance**, secteur par lequel la crise économique a éclaté, 290 000 suppressions d'emplois sont programmées. Toujours dans la finance, Robert Madoff, "l'homme de confiance" de Wall Street, et président du Nasdaq (marché américain des valeurs technologiques) a été l'auteur d'une fraude géante de 50 milliards de dollars. Cette somme correspond à peu près au PIB de pays comme la Croatie ou la Slovaquie. Il faut également ajouter le recours au **chômage partiel** notamment dans l'industrie, en particulier dans l'automobile et dans la métallurgie.

leurs est celui des **hôpitaux publics**. La santé publique est une des cibles privilégiées du gouvernement qui veut favoriser l'apparition d'un système concurrentiel, rentable et privatisé. Cela se traduit par des coupes budgétaires et des réductions d'effectifs très importantes. Certains événements tragiques qui se sont déroulés lors des dernières semaines sont les conséquences de la fermeture de lits d'hôpitaux et de la diminution des effectifs hospitaliers. Face à cette situation, la tension entre les personnels d'une part et les directions des hôpitaux et le ministère de la santé d'autre part, sont très fortes. Les personnels se mobilisent pour exiger des embauches et pour se battre contre la privatisation des hôpitaux publics et contre la casse des statuts de la fonction publique hospitalière. Mais encore une fois, les mouvements des travailleurs de la santé se heurtent aux divisions syndicales. De nombreuses mobilisations restent limitées au niveau local alors qu'il y a urgence à construire une grève générale de la santé pour sauver les hôpitaux publics.

A l'appel de l'AMUF, (Association des Médecins Urgentistes de France) depuis le 23 décembre, une grève des urgentistes est suivie à 100 % dans les SAMU et à 80 % dans les hôpitaux. Cette grève n'a, pour le moment, aucune conséquence pour les patients étant donné que les personnels sont assignés à leurs postes. Toutefois, les médecins urgentistes menacent de refuser leurs assignations à partir du premier janvier si le gouvernement n'engage pas des négociations. Les urgentistes réclament que leur soient payées 23 millions d'heures supplémentaires et 3,5 millions de jours de RTT, ce qui

représente entre 800 et 900 millions d'euros.

Toujours dans le secteur de la santé, une manifestation des personnels de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) a eu lieu le 9 décembre à Paris. Ce rassemblement se faisait contre le plan de la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, qui prévoit la transformation des 38 hôpitaux de l'AP-HP en treize pôles hospitaliers. En outre, ce plan se traduira par des fermetures de lits et de services, et par la suppression de 2 000 à 3 000 emplois. Dans tout le pays, ce sont 20 000 suppressions d'emplois qui sont prévues. En ce qui concerne les budgets, le plan Bachelot prévoit d'opérer des coupes de 1 milliard d'euros au niveau national, dont 300 millions pour l'AP-HP.

Des mobilisations ont également eu lieu dans les CHU de Rouen, où la direction de l'hôpital prévoit la fermeture de trente salles dans le cadre de la réorganisation des blocs opératoires. Le 8 décembre, 75 % des personnels sont allés à la direction de l'hôpital pour exiger le retrait du plan de réorganisation. Des mobilisations ont également eu lieu dans les hôpitaux de Besançon dans le Doubs, de Nancy de Lyon. Dans tous ces mouvements, les personnels se rassemblent par centaines pour se battre contre les suppressions d'effectifs et contre les politiques d'économies budgétaires mises en place par les directions hospitalières.

Au mois de janvier, plusieurs grèves et mobilisations sont d'ores et déjà prévues. Dans l'industrie de nombreux syndicats d'entreprises appellent à maintenir la mobilisation contre le chômage partiel le 5 janvier.

A **France 3**, sept syndicats (CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, SNJ, SUD et SRCTA-UNSA), ont déposé un préavis de grève de 24 heures pour le 5 janvier 2009, afin de protester contre les remaniements de la tranche d'information d'avant-soirée. Les syndicats de l'ANPE et ASSEDIIC appellent à la grève le 5 janvier contre la mise en place du Pôle Emploi. Les **lycéens** prévoient une nouvelle journée de mobilisation le 8 janvier contre la réforme Darcos

Les directions confédérales, CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa ont appelé à une **journée interprofessionnelle de grève le 29 janvier**, dans le privé comme dans le public. Encore une fois, l'enjeu de cette mobilisation ce sera la perspective pour la suite. Il ne faut pas que cette journée, soit une grève de plus sans lendemain.

Dans l'éducation, du primaire au supérieur, sept syndicats, FAEN, FERCCGT, FO, FSU, SGEN-CFDT, SUD-Education, UNSA-Education, appellent à la grève pour cette journée. L'appel commun de ces organisations met notamment en avant la question des statuts et des salaires.

A la poste, cinq fédérations, CGT, FO, SUD, CFDT, CFTC appellent à la grève. Ces organisations s'opposent notamment au changement de statut de l'entreprise en société anonyme, ce qui correspond à la volonté du gouvernement de privatiser la poste.

Dans la fonction publique, les fédérations de fonctionnaires appellent à la grève.

Mathieu

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Jeunes travailleurs, lycéens et étudiants : En France et en Europe, unifions nos luttes contre le capitalisme !

Jeunesse

La lutte contre la privatisation de l'éducation à l'échelle européenne a pris une ampleur sans précédent. La jeunesse grecque s'organise pour sauver son Université publique, elle occupe depuis le lundi 8 décembre, pas moins de quinze universités et une centaine de lycées. Le mercredi 10 décembre elle marchait sur le parlement.

La jeunesse Italienne, de son côté, combat toujours la loi Gelmini aux côtés de ses enseignants. Dans ces deux

lycée agricole de Fonlabour dans leur cortège. Spontanément, la jeunesse lycéenne cherche la coordination et l'unité. Les manifestations se massifient, ainsi mercredi 10 décembre plus de 400 jeunes ont battu le pavé à Lille, 900 à Caen, 1200 à Bordeaux, 2000 à Quimper et jusqu'à 3500 à Rennes!

Des actions de blocage économique commencent à s'organiser comme à Landerneau où 200 lycéens ont expliqué leur action aux automobilistes sur

de la lutte à travers notre jonction avec le mouvement ouvrier qui se bat pour sauver les emplois et défendre les salaires. Nous nous dirigeons vers une mobilisation radicale et déterminée, à nous de faire en sorte qu'elle soit victorieuse! **Nous n'accepterons aucune négociation, aucune discussion avec le gouvernement:** il ne peut pas exister de bonne « réforme »! Dans tous nos lycées, dans toutes nos universités, mobilisons nous, dans l'unité avec les enseignants et les personnels. A nous de construire le rapport de force qui contraindra le gouvernement à retirer toutes ses attaques ! Tous ensemble, en avant vers **la grève générale pour le retrait immédiat et sans condition** de la « réforme » Darcos, pour la restitution de tous les postes supprimés et pour l'abrogation de la LRU !

Afin de faire face à tous les obstacles et aller jusqu'au bout, il faut nous organiser. Nous appelons tous les jeunes qui veulent se battre et travailler à l'unification des luttes à venir avec nous construire les **Comités Anticapitalistes d'Action pour le Socialisme (CAAS)** ; ces comités permettent de discuter et de mettre en oeuvre les actions nécessaires pour combattre tout de suite les conséquences du capitalisme.

Nous appelons tous ceux qui ont clairement conscience que la seule alternative au capitalisme est le socialisme, à venir rejoindre dès maintenant les rangs du GSI et de la LIT-QI.

Vive la lutte de la jeunesse européenne contre le capitalisme !

Unifions, étendons nos luttes !

Jeunes et travailleurs, en avant vers la grève générale pour le retrait de la « réforme » Darcos, la restitution de tous les postes supprimés et l'abrogation de la LRU !



pays, les jeunes montrent la voie à toute la jeunesse Européenne en cherchant l'unité avec les travailleurs pour construire la mobilisation générale contre les politiques d'austérité et de casse des acquis ouvriers coordonnées par l'Union Européenne. En Allemagne, en Espagne, au Portugal, en Croatie, aux Pays-Bas, les jeunes cherchent les moyens d'action qui leur permettraient eux aussi de défendre leurs acquis et leur enseignement public.

En France, ce sont les lycéens qui sont à la pointe de la mobilisation. Un peu partout dans le pays, ils manifestent et bloquent leurs établissements aux côtés des professeurs et de leurs parents pour combattre la loi Darcos qui casse les lycées et détruit le Bac et lutter contre les suppressions de postes de profs. Depuis trois semaines les lycéens marseillais s'organisent. Ils ont été rejoints en manifestation mercredi 10 par les jeunes venus d'Aix en Provence.

A Albi les élèves des lycées généraux ont accueillis plus de 200 jeunes du

le principal rond point de la ville, ou à Nantes où ils ont bloqué le tramway et les lignes de bus. **Leur détermination a déjà contraint Darcos à reculer sa « réforme » d'un an !**

Dans les universités, les étudiants commencent également à entrer en lutte, notamment dans les IUT, pour l'abrogation de la LRU. Nous soutenons l'appel de la fac de Clermont Ferrand qui exige "des diplômés de qualité accessibles à tous pour des emplois de qualité pour tous" et appelle à une "grève coordonnée dès janvier pour faire plier ce gouvernement et son projet de société".

Les attaques du gouvernement allant en s'amplifiant, la crise économique touchant la masse de la population, les jeunes ont raison de se battre pour leur avenir !

Nous, jeunes militants du GSI, lycéens, étudiants et travailleurs, appelons à la mobilisation générale des jeunes et des travailleurs. Nous devons comme en 2006 travailler à l'extension

Darcos est contraint de reculer, notre lutte doit continuer et s'amplifier !

Engageons-nous dans l'unité avec les travailleurs !

Jeunesse

Notre lutte pour le retrait de la contre-réforme des lycées qui doit individualiser nos parcours et détruire le bac a commencé à porter ses fruits. Sous la pression d'une mobilisation lycéenne qui va en s'amplifiant, et de la peur d'une unification des luttes en Europe, Darcos a pris la décision de retarder sa réforme d'un an. Les dirigeants syndicaux qui ont donné au mois de juillet dernier leur accord à Darcos pour qu'il engage sa réforme doivent désormais **cesser toute négociation** : les jeunes qui se battent avec les enseignants et les parents d'élèves depuis plus de deux mois pour sauver l'éducation publique, démontrent encore une fois qu'aujourd'hui seule la lutte paye ! Nous devons tous ensemble amplifier et étendre la mobilisation pour continuer le combat. **A présent tous les lycéens, tous les professeurs, tous les parents d'élèves, tous les étudiants doivent se mobiliser ! Il faut que les directions syndicales prennent enfin leurs responsabilités et aident à construire l'unité de lutte pour la satisfaction de nos revendications :**

Retrait définitif et immédiat de la réforme Darcos !

Restitution de tous les postes supprimés !

Abrogation de la loi LRU !

Il est clair que notre gouvernement a pris peur devant l'expansion de la lutte des jeunes et des travailleurs Grecques. L'Union Européenne coordonne un plan de privatisation totale de l'enseignement entre tous les pays de l'Union. **Si les jeunes français prennent le flambeau de leurs camarades Grecques et Italiens ces plans des gouvernements européens seront largement mis en échec.** L'UE, c'est l'union des capita-



listes européens pour baisser les salaires, détruire les droits des travailleurs et des jeunes, et supprimer tous les services publics. Les partis de gauche institutionnels, qu'ils soient « socio-libéraux » ou bien « anticapitalistes », se préparent déjà tous aux élections européennes du mois de juin plutôt que de nous proposer une alternative à l'Union capitaliste Européenne. Pour nous, **les luttes d'aujourd'hui doivent au contraire permettre à tous les jeunes et à tous les travailleurs en Europe de se saisir d'une nouvelle perspective pour les nations européennes, les Etats Unis Socialistes d'Europe.** Une Europe des travailleurs contre une Europe des spéculateurs et des banquiers !

Pour une mobilisation Européenne des travailleurs et des jeunes !

Non à l'Europe de Maastricht !

Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe !

En France, la jeunesse a montré la voix en imposant un premier recul à Darcos. Maintenant **il nous faut, comme en 2006 contre le CPE, structurer à travers nos mobilisations, l'unité avec la classe ouvrière.** A la libéralisation du temps de travail, à l'augmentation des cadences, à la baisse des salaires, s'ajoute depuis la crise la massification du chômage. La jeunesse étudiante et lycéenne, les travailleurs de l'éducation, de la santé et de la Poste s'appêtent d'ors et déjà à manifester le 29 janvier. Là aussi les directions syndicales doivent assumer leur rôle et mobiliser tous les travailleurs pour cette journée de lutte. Il faut que nous fassions de ce rendez-vous une réussite exemplaire, comme l'a été la grève générale du 10 décembre en Grèce. Mais nous savons tous qu'il ne faut plus en rester à des journées d'action sans lendemain.

Face à la pauvreté, au chômage et aux privatisations, nous devons nous unir avec les travailleurs pour construire une grève générale qui ira jusqu'au bout. Nos premières mobilisations ont fait reculer Darcos, avec la classe ouvrière nous pourrons faire plier ce gouvernement !

JEUNES ET TRAVAILLEURS : UNIFIONS NOS LUTTES !

TOUS ENSEMBLE VERS LA GREVE GENERALE !

Qu'est-ce que l' « Égalité réelle des chances » ?

ou

comment masquer la division de la société en classe : prolétaire contre bourgeois



Souvenez-vous. Après la révolte des Banlieue d'octobre-novembre 2005, Dominique de Villepin sort en 2006 la « Loi pour l'Égalité des Chances » (LEC), afin de lutter contre le chômage des jeunes (dit-on). Ainsi le travail à 14 ans est autorisé, le travail de nuit dès 15 ans également. Bref le retour du travail des enfants. Un autre article concernait le fameux CPE, seul article de la loi à être retiré après la mobilisation massive du printemps 2006 contre celui-ci.

Mercredi 17 décembre Sarkozy s'est rendu à l'École Polytechnique, pour nous vendre « L'égalité réelle des chances », sensée favoriser la diversité et l'ascension sociale des « minorités » discriminées. Par exemple, le président souhaite que 30% d'enfants issus des quartiers défavorisés puissent accéder aux classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), si besoin est, en leur donnant des bourses. Tout ceci sur fond de mérite.

Or les classes prépas, les Instituts d'Études Politiques (« science po ») servent avant tout à la reproduction sociale des élites, à savoir les enfants de bourgeois. On va faire adhérer à des jeunes plus ou moins défavorisés à l'idéologie dominante, en faire nos futures gestionnaires politico-économiques. Le capitalisme repose sur l'exploitation d'une majorité par une

minorité. Faire changer de camp une minorité ne va pas changer le système, ni sa logique : On aura beau mettre sur le devant de la scène, favoriser une poignée de personnes, il n'en demeurera pas moins que la discrimination, bien réelle celle-là, persistera. Car avant d'arriver dans l'enseignement supérieur, les enfants des classes populaires ont déjà été réorientés, dès 13 ou 14 ans notamment (LEC) en 5ème, 4ème, 3ème, seconde, vers l'enseignement technique ou professionnel, grandement discriminatoire : selon les bourgeois, les prolétaires doivent utiliser leurs bras, quand les bourgeois prennent le monopole de la pensée.

Les critères de cette discrimination positive ne seront pas « ethniques ou religieux » contrairement à l'*affirmative action* américaine. « Je pense que ce n'est pas la bonne grille de lecture (...) C'est par le critère social qu'il faut prendre le problème, parce que les inégalités sociales englobent toutes les autres. » Nom d'un bourgeois ! Sarkozy serait-il en train de parler en termes de classes sociales ? Sa refondation du capitalisme permettrait-elle de faire disparaître la misère, du moins les miséreux, en faisant de nous tous des bourgeois ? Non. Car il ajoute qu'il faudra mettre en place des outils statistiques qui « permettent de mesurer sa diversité, pour identifier précisément les retards et mesurer les progrès ». La

question ethnique revient donc par la petite porte !

Pour superviser cette opération de communication, Sarkozy nomme Yazid Saberg, chef d'entreprise issu de l'immigration, membre du PS, ex-président d'SOS Racisme, et conseiller de Vincent Bolloré, (milliardaire). Il s'agit donc bien d'intégrer une minorité afin d'en faire des bourgeois, nos exploités.

Ce n'est pas en décrétant la loi, en décrétant l'égalité que celle-ci adviendra. La « Loi pour l'Égalité des Chances » et la loi sur l'« Égalité Réelle des Chances » ne sont que de la poudre aux yeux. Déjà Marx critiquait la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : si les individus « naissent libres et égaux en droit », en pratique, une distinction de classe s'opère : on naît prolétaire, ou on naît bourgeois.

En 1919, Lénine écrivait au paragraphe 15 de ses *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne* que « L'égalité de tous les citoyens, indépendamment du sexe, de la religion, de la race, de la nationalité, que la démocratie bourgeoise a toujours et partout promise, mais n'a réalisée nulle part et qu'étant donné la domination du capitalisme, elle ne pouvait pas réaliser, le pouvoir des Soviets ou la dictature du prolétariat la réalise tout d'un coup et complètement, car seul il est en état de réaliser le pouvoir des ouvriers qui ne sont pas intéressés à la propriété privée, aux moyens de production, à la lutte pour leur partage et leur distribution. »

Insistons : L'égalité réelle entre les individus ne pourra advenir tant qu'une minorité détiendra les moyens de production et d'échange. Le seul système qui permette une égalité réelle, c'est le socialisme, où les moyens de production et d'échange appartiennent à tous, seul garant d'une juste répartition de la richesse produite sous la dictature du prolétariat. L'égalité réelle ne s'obtiendra pas avec le droit bourgeois, mais par la révolution prolétaire communiste internationale !

Loïc

Tous dans la rue, travailleurs et jeunes ensemble

Avec des occupations, la désobéissance générale et la grève politique pour renverser le gouvernement des assassins

Voici une déclaration concernant le mouvement de rébellion qui parcourt la Grèce, de l'OKDE-EP, l'Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce (OKDE-EP), une organisation révolutionnaire qui a participé comme invitée au dernier congrès de la LIT-QI

Grèce

Le torrent de colère pour l'assassinat cruel d'un jeune de 16 ans a débordé. « Alex était un des nôtres » est le cri de milliers de jeunes contre un régime qui retire toute perspective à leur vie. Parmi les travailleurs, la tragique impasse des politiques de tous les gouvernements se met à nu, l'anxiété augmente à trouver une issue à cette crise, et la recherche pour trouver le chemin vers l'intervention dans les événements d'une manière massive et militante est manifeste.

Non au vandalisme des appareils répressifs !

L'assassinat d'un jeune de 16 ans n'a pas été un « incident isolé » dû à une « perte de sang-froid », un « excès d'impatience », un « manque d'entraînement », etc. La plaidoirie provocatrice de l'agent des Forces Spéciales et de son avocat démontrent clairement que la police et l'appareil répressif se sont déchaînés. Des jardinières servent pour rompre la tête des manifestants et les coupables restent toujours impunis. Des officiers de police impliqués dans le trafic de drogue sont les mêmes qui humilient, torturent et assassinent des immigrants. Des escadrons de fanatiques utilisent des gaz lacrymogènes pour disperser des étudiants « terroristes », piétinant et en emprisonnant tout le monde sans discrimination. Des agents des Forces Spéciales en moto se pavanent en armes et tirent. Des mineurs des deux sexes sont emmenés en garde à vue sous l'accusation de former des bandes de criminels. Les ministres de l'Ordre Public font l'éloge des forces anti-émeute comme garde prétorienne en leur disant : « l'Etat, c'est vous ». (Mitsotakis)

Ce sont eux qui traînent des centaines de militants devant les tribunaux et proclament que les grèves sont « illégales et hors de propos ». Ce sont eux les responsables pour le kidnapping des Pakistanais et pour le scandale

des enregistrements. Les « forces spéciales de police », armées jusqu'aux dents, se transforment en bandes de tueurs, alors que le gouvernement permet maintenant aussi aux forces de sécurité privées le port d'armes !

L'argent pour les banques - la pauvreté pour les travailleurs et la jeunesse !



Karamanlis n'a même pas eu un semblant d'excuses pour le décès du jeune ou pour l'impasse à laquelle la politique de sa police a mené. Il parle comme un petit dieu de fer blanc qui demande aux travailleurs et aux jeunes de s'enfermer dans leur maison, de trembler de peur. L'effort du gouvernement, pour annuler les rassemblements et les manifestations du 10 décembre, montre à quel point sa politique est dangereuse : utiliser la situation par la suspension des libertés démocratiques pour fortifier la répression.

Ce sont les mêmes qui sont enlisés dans la corruption : les scandales de

Siemens et de Vatopedi, les contrats, les amis riches dans le gouvernement qui gaspillent tout dans des banquets sans fin aux frais de la princesse. Alors qu'il « n'y a pas d'argent » pour les salaires et pour les dépenses publiques, le gouvernement donne des milliards d'euros aux banquiers. Ils vendent tout ce qui reste (Olympic Airlines, ports, trains, etc.), ils acculent les fonds de l'assurance sociale à la faillite, ils placent la santé et l'éducation au bord de l'effondrement, ils continuent à flexibiliser les relations de travail, qu'ils finissent par mener à la casse. Tout ceci a mené à l'écllosion de la « génération des 700 euros » que l'on vient de découvrir et qui a donné lieu à des larmes de crocodile de la part du gouvernement. Tout ceci fait exploser le chômage, l'insécurité et le désespoir, au point que, maintenant, tout le monde est d'accord pour admettre que cela constitue l'arrière plan de la situation actuelle.

L'attitude du mouvement envers les « affrontements » et les « destructions »

Dans toute grande crise sociale - comme celle-ci - il y a des phénomènes « incontrôlables » (comme ceux que nous avons vu dans les faubourgs de Paris). Le gouvernement, tous les partis officiels et les media mettent l'accent sur ces « affrontements » pour mieux cacher ainsi ce qui est pour eux l'essentiel, mobiliser les réflexes les plus réactionnaires et ouvrir la voie à davantage de répression.

Le mouvement ouvrier et des jeunes ne doivent pas faire des s'incliner devant les aux hurlements de la légitimité bourgeoise. Ceux qui détruisent les travailleurs et la jeunesse n'ont pas le droit de parler de destruction. Ceux qui livrent 28

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

milliards d'euros aux banques, ceux qui pillent réellement les salaires, les relations de travail, le bien-être public, les dépenses publiques, ceux-là n'ont pas le droit de parler de « pillages ». Non à l'hypocrisie qui accuse le pauvre diable immigrant, le jeune qui vit en marge de la société, le travailleur pauvre ou le pensionné qui s'empare de ce que le « marché libre » lui refuse ! **Malheur à vous, scribes et pharisiens !**

La multiplication de ces affrontements démontre la profondeur de la crise sociale que les média essayent de cacher au moyen de rumeurs provocantes sur « des anarchistes qui se mobilisent partout » et sur « des centres antipatriotiques ». Toutefois, les affrontements spontanés n'offrent aucune issue, pour justifiée que soit la rancœur contre la police.

Le mouvement ouvrier et la jeunesse doivent formuler leur propre réponse. **Il ne s'agit pas de rejoindre ceux qui demandent à haute voix de « condamner les affrontements », et qui exigent « de l'ordre et de la sécurité ». Ils doivent ouvrir la voie avec leur propre mouvement de masse, leurs propres formes de lutte et leurs propres mots d'ordre ; ils doivent protéger le caractère de leur mobilisation, qui ne peut pas être une manifestation à l'aveuglette ; ils doivent organiser l'autodéfense massive contre la répression et la violence policière.**

Non aux partis de la tromperie, “ béquilles du gouvernement “

La scène politique a étalé toute sa pourriture. Le PASOK ne fait rien d'autre que de demander des élections pour arriver au pouvoir. LAOS est devenu le porte-parole non-officiel des bandes de l'extrême droite et de « Chrisi Avgi ». Le KKE, au lieu de montrer les causes de la crise et de s'opposer au gouvernement, s'est allié à ce dernier. Il parle de « provocateurs », sans retenu. Il frappe en dessous de la ceinture les organisations de la gauche anticapitaliste, les militants aussi bien que SYN/SYRIZA, avec des arguments les plus réactionnaires. De cette façon, il affaiblit le front des travailleurs et



des jeunes contre le gouvernement. La bureaucratie syndicale non seulement ne fait rien pour organiser la réponse des travailleurs mais, en plus, elle rend hommage au gouvernement et aux jeux parlementaires, comme cela a été le cas avec l'annulation de la mobilisation lors de la grève du 10 décembre. Cette décision a été soutenue par SYRIZA, ce qui démontre les limites de sa politique.

La seule issue est la lutte de masses pour le renversement du gouvernement

Nous sommes à la croisée des chemins. La seule solution qui peut apporter un certain soulagement dans la crise actuelle est le renversement du gouvernement. Le mouvement doit apporter sa réponse en ce moment décisif. Il ne peut pas donner au gouvernement le temps nécessaire pour se reconstruire. Il ne peut pas permettre que le gouvernement - ou n'importe quel autre qui lui succède - continue avec la même politique qui a mené à la situation actuelle. Si nous le lui permettons, le gouvernement essaiera de renforcer la répression en utilisant les « jeunes encapuchonnés » comme prétexte, mais en attaquant, en réalité, aussi bien les libertés démocratiques que les organisations et les luttes du mouvement.

Aucun travailleur ne peut permettre que le gouvernement contre-attaque. La seule issue est la lutte pour son renversement par le mouvement des masses. Nous devons combattre pour organiser des **occupations** dans chaque école et université, qui seront utilisées comme centres de lutte et les aider à s'étendre partout. **Nous devons construire des comités d'unité d'action de lycéens, d'étudiants et de travailleurs.**

Dans les lieux de travail, nous devons entamer une discussion énergique sur les causes de la crise mais aussi sur la nécessité pour les travailleurs de combattre et d'intervenir activement pour renverser le gouvernement **anti-ouvrier et antidémocratique** de Karamanlis. Nous ne pouvons pas donner de trêve à la bureaucratie syndicale, nous devons exiger des assemblées générales et voter la grève. Nous devons

exiger : **Grève générale politique maintenant ! A bas le gouvernement des assassins, de la pauvreté et du chômage.** Voilà la manière d'ouvrir la voie pour la satisfaction des exigences des travailleurs et de la jeunesse, pour une solution qui nous sauve de la crise politique et sociale dont ce gouvernement et la bourgeoisie essayeront de se décharger sur nous.

A bas le gouvernement d'assassins et sa politique

- **Que Pavlopoulos et Chinofotis démissionnent immédiatement !**

Châtiment immédiat et exemplaire des coupables.

- **Désarmement immédiat de la police. Non aux forces de répression dans les mobilisations.**

Dissolution des forces anti-émeute et des Forces spéciales.

- **Libération de tous les prisonniers.**

- **Intensification de la lutte pour les droits politiques et sociaux des travailleurs et de la jeunesse. C'est le capital qui doit payer la crise !**

OKDE - Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce.



Contre le chômage ! Non aux licenciements !

Il y a une issue ouvrière et populaire à la crise

La crise économique qui a explosé mène plusieurs pays à la faillite et à la récession qui, déjà, s'est installée dans les principales économies du monde. La crise, dont tous reconnaissent déjà qu'elle est la plus grande depuis celle de 1929, n'en est qu'à ses débuts, alors que la récession s'étendra à toute la planète en 2009. Les travailleurs du monde entier voient avec crainte la menace du chômage, qui mène à plus de misère et à la faim. Des millions de personnes ont déjà perdu leur emploi. Les entreprises, qui se sont rempli les poches avec des millions de dollars, ne sont pas prêtes à utiliser les bénéfices accumulés durant ces dernières années pour maintenir l'emploi. La bourgeoisie défend ses bénéfices et refuse de placer son capital accumulé dans des investissements qui ne leur garantissent pas des taux de profit élevés. Elle préfère les licenciements et les fermetures, dont l'effet est déjà dévastateur dans beaucoup d'endroits. Les premiers touchés sont les minorités opprimées, comme les travailleurs immigrants ou les noirs dans beaucoup de pays, et en général les jeunes et les femmes.

Licenciements massifs et chômage en augmentation

L'augmentation du nombre des chômeurs aux Etats-Unis a déjà dépassé les 1 900 000 travailleurs en 2008, et on y prévoit de passer de 6,7 % de chômage en novembre 2008 à 9 % à la fin de 2009. Au mois de novembre, 533 000 emplois ont été détruits aux Etats-Unis, du jamais vu depuis 34 ans. Les trois entreprises d'automobiles de Detroit ont entamé des chômages techniques dans leurs usines d'Amérique du Nord. La situation est la plus grave chez Chrysler, qui a débuté un arrêt majeur de 40 jours.

Les compagnies financières avec des réseaux internationaux ont annoncé des

licenciements massifs, comme Citigroup qui déclare qu'il va se débarrasser de 53 000 travailleurs dans le monde. Les fabricants de voitures américains et japonais font aussi état de plans de réduction de personnel touchant des milliers de travailleurs.

Dans les pays de la zone euro, le chômage a augmenté dans son ensemble 0,4 points par rapport à l'année passée, et se situe au-dessus de celui des Etats-Unis avec le 7,7 %. Des milliers de licenciements sont annoncés dans les usines automobiles, non seulement celles des filiales américaines et japonaises mais aussi celles du capital européen. Renault a annoncé 6 000 licenciements. Chaque jour, plus de 10 000 travailleurs perdent leur emploi dans l'Union Européenne en ce moment.

A l'intérieur de l'Europe, c'est en Espagne que la crise est arrivée avec plus de rapidité et d'intensité pour les travailleurs. Outre les licenciements dans les usines automobiles et les entreprises sous-traitantes, il y a la manifestation de la bulle immobilière (construction massive de logements pour spéculer à des prix fous). Le taux de chômage s'élève déjà à 12,8 % et on prévoit 4 million de chômeurs en 2009, dont 900 000 seulement dans le secteur du bâtiment. La croissance du chômage en Espagne est la plus haute des pays de l'OCDE.

Le Japon, la seconde économie mondiale, est entré en récession et les grandes entreprises comme Sony annoncent des milliers de licenciements et la fermeture de 10 % de leurs usines d'ici à 2010.

La Chine, considérée par certains comme le moteur de l'économie mondiale, est en décélération franche par la chute des exportations. Plus de 7 000 entreprises ont déjà fermé leurs portes dans la région de Guandong, la principale zone industrielle consacrée à l'ex-

portation. Dans les prochains mois, 150 millions de travailleurs chinois qui ont émigré d'autres régions peuvent perdre leur emploi.

En Inde, on calcule que plus d'un demi million de travailleurs de l'industrie textile perdront leurs emplois d'ici à avril de 2009. Les entreprises de sous-traitance, très nombreuses en Inde, comme les centres d'appel (télé-marketing), commencent à licencier.

Lula, le président brésilien, a assuré que son pays, avec l'économie la plus importante d'Amérique latine, est préparée pour la crise (au point de dire que celle-ci n'allait pas affecter le Brésil). Toutefois, l'économie n'est pas régionale mais mondiale et la crise a déjà des effets directs au Brésil. Une attaque contre l'emploi a déjà commencé, attaque qui va être de grande envergure à court terme. Il y a une fuite de capitaux, calculée à 200 millions de dollars par jour, et une chute de la demande de véhicules, ce qui a amené à la fermeture d'entreprises qui fabriquent des pièces détachées, à des licenciements et à des vacances forcées dans les usines de montage. La multinationale minière *Vale do Rio Doce* a annoncé le licenciement de 1 300 travailleurs, et 7 000 sont en vacances forcées, à cause de l'effondrement des exportations de minerais.

En Amérique latine, la CEPAL (Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes), un organisme dépendant de l'ONU, considère que la création d'emploi va stagner et que le chômage va augmenter, en touchant surtout les secteurs les plus précaires et les plus pauvres. C'est pourquoi elle reconnaît que la crise économique va toucher spécialement les **femmes**, plus nombreuses dans des secteurs comme l'industrie manufacturière textile, les « maquiladoras » de tout type, le commerce, la banque, le

service domestique et l'hôtellerie.

Les attaques patronales

La bourgeoisie veut faire retomber la crise sur les travailleurs. Elle essaye donc d'imposer des licenciements et des réductions salariales. Les entreprises utilisent en général les périodes de crise pour imposer des restrictions aux droits des travailleurs, restrictions qui deviennent alors permanentes. L'envergure de cette crise peut nous donner une idée des attaques qui se préparent. Les plans de viabilité signifient précisément ceci : la réduction de personnel pour éliminer des emplois qui jouissent de meilleurs salaires et acquis sociaux. Ainsi, quand ils auront besoin d'engager de nouveau des travailleurs, ceux-ci entreront dans des conditions moins favorables. La double échelle salariale (salaires inférieurs pour les nouveaux contrats pour le même travail), qui était déjà pratiquée dans beaucoup d'entreprises, va s'étendre avec la crise. Les patrons essayeront maintenant de faire en sorte que la plupart des salariés se retrouvent dans la seconde catégorie, et même l'ensemble des salariés si c'est possible. L'industrie automobile américaine se trouve maintenant dans les pires conditions pour concurrencer les usines de montage japonaises installées aux Etats-Unis. La modernisation qu'ils prétendent mettre en oeuvre avec l'argent public leur servira à avoir des usines qui ont besoin de moins de main d'œuvre et où l'exploitation augmente pour ceux qui continuent à y travailler. En outre, il y a l'exigence de l'ensemble de la bourgeoisie qui veut de nouvelles réformes du travail pour rendre les licenciements moins onéreux et obtenir une plus grande précarisation, la dénommée « flexibilité de l'emploi ».

Les mécanismes de suppression d'emplois

Les entreprises éliminent des emplois de différentes façons. Outre les licenciements secs pour réduire le personnel, ou la fermeture d'entreprises, ils comptent, dans certains pays, avec la retraite anticipée avec une moindre pension, ou des vacances obligatoires avec des réductions d'acquis sociaux. C'est le cas, par exemple, dans la multinationale de l'industrie minière *Vale do Rio Doce*, au Brésil. Dans beaucoup de pays, ces mesures ont besoin de l'accord et l'appui économique des **gouvernements, ainsi que de la signature des syndicats**.

Souvent, la situation est bien pire. Les

« maquiladoras », présentes partout en Amérique Centrale, au Mexique et en Haïti, licencient tout simplement en disant « ne revenez pas demain ». En Chine, les licenciements ont lieu, en général, sans indemnisation ni assurance chômage. Dans la ville de Canton, 130 000 travailleurs abandonnent la ville chaque jour pour retourner dans leurs régions d'origine. Ils s'en vont avec leur matelas sur le dos, car en perdant leur emploi, ils perdent aussi leur « chambre », qui jusqu'alors se trouvait dans l'usine elle-même.

Les plans des gouvernements et les exigences patronales

Les grandes entreprises ont profité d'avantages économiques de la part des différents Etats pendant toutes ces années. Les gouvernements nationaux et régionaux leur ont concédé des réductions d'impôts, des subventions pour s'installer, des terrains pour leurs usines, etc.

Maintenant avec la crise, la solution que proposent les entreprises, et qu'elles négocient avec **les bureaucraties syndicales**, est de recevoir **davantage d'aide économique** de la part des gouvernements : ils veulent l'aval de l'Etat et l'argent public.

Ainsi, outre le chiffre incroyable de 13 000 milliards de dollars, que les gouvernements ont libéré pour sauver les organismes financiers, d'autres centaines de milliards sont réservés par ces gouvernements pour les entreprises en crise.

En France, le président Sarkozy annonce 100 milliards d'euros pour les entreprises stratégiques. Le gouvernement de Zapatero destine 28,9 milliards d'euros, en aide et moratoire de crédit, pour les petites et moyennes entreprises qui sont viables.

Partout dans le monde, on accompagne la crise dans le secteur automobile des Etats-Unis. Les trois usines de montage, Ford, Chrysler et GM, ont reçu 17 milliards de dollars de Bush. Les négociations entre les démocrates et les républicains pour l'octroi de l'argent étaient soumises à la condition que les compagnies présentent dans les prochains mois des plans de viabilité à long terme. Ces plans incluent la fermeture des usines moins compétitives, des réductions de personnel et de lourdes concessions de la part des travailleurs.

Les bénéfices patronaux de ces années

Alors que les gouvernements cautionnent les licenciements, les pertes de conquêtes et la faim pour les travailleurs, c'est aux plus riches que sont destinées les aides de l'Etat. C'est d'autant plus scandaleux, étant donné que les multinationales et les banques ont gagné des fortunes incroyables durant ces dernières années. Les chiffres des bénéfices se comptaient comme accroissement par rapport aux bénéfices de l'année précédente. Il ne leur suffisait pas de dire qu'ils avaient fait des bénéfices. Pour être considérés comme bénéfices, ceux-ci devaient dépasser ceux de l'exercice précédent.

Voyons quelques exemples. La première compagnie pétrolière mondiale, l'étasunienne Exxon Mobil, a obtenu plus de 40 milliards de dollars de bénéfices en 2007, ce qui représente une augmentation de presque 10 % par rapport à l'année précédente et le record de profit pour une entreprise des Etats-Unis dans toute l'histoire. Signalons aussi qu'après la crise de 2001, les entreprises nord-américaines ont augmenté chaque année leurs bénéfices de 10 % jusqu'en 2005, et en 2006, les bénéfices ont encore dépassé de 8 % ceux de l'année précédente. C'est donc bel et bien une époque sans précédent de bénéfices patronaux aux Etats-Unis.

En cette même année 2006, les entreprises espagnoles ont obtenu une augmentation des bénéfices qui atteint 30,6 % de leur valeur ajoutée brute (VAB), un chiffre extraordinaire, jamais atteint depuis 1984, quand la Banque d'Espagne a commencé à enregistrer ce type de données. L'augmentation des bénéfices patronaux de cette période contraste avec celle des salaires, qui n'a été que de 3,4 %.

Il est intéressant de constater que les entreprises ont engrangé des bénéfices non seulement dans les pays impérialistes mais aussi dans les pays capitalistes arriérés, où les taux de profit étaient encore plus grands. C'est le cas du Chili où la moyenne d'augmentation des bénéfices de l'année 2006 a été de 43 % par rapport à 2005. Les 10 plus grandes compagnies ont obtenu 71 % de bénéfices. Les 8 plus grands consortiums étrangers au Chili (Santander, Endesa...), tous espagnols, ont quadruplé leur valeur boursière en 5 ans.

Du Brésil nous prenons seulement un cas très éloquent : la compagnie mini-

ère *Vale Do Rio Doce*. Elle a gagné 25 milliards de reales (plus de 6 milliards de dollars), uniquement l'année dernière, et elle a en caisse 15 milliards de dollars, assez pour payer les salaires de tous les salariés pendant les dix prochaines années.

En Argentine les entreprises étrangères ont obtenu 1,5 dollars de bénéfice pour chaque dollar d'investissement. Plus scandaleux encore a été le bénéfice de la compagnie REPSOL en Bolivie, qui obtenait 10 dollars pour chaque dollar investi.

Pourquoi sommes-nous contre la remise d'argent aux banques et aux entreprises, de la part des gouvernements ?

Nous ne pouvons pas nous laisser tromper par les discours rebattus que la bourgeoisie et leurs gouvernements présentent face à la crise. Quand ils disent que nous devons tous nous serrer la ceinture, ils se réfèrent toujours à la ceinture des travailleurs et du peuple le plus pauvre. Quand les entreprises disent qu'elles ont besoin de l'argent de l'Etat pour éviter la fermeture ou davantage de licenciements, elles mentent sans état d'âme.

Le capitalisme a seulement deux façons de sortir d'une crise de cette envergure : en détruisant de manière massive du capital fixe - au moyen de fermetures massives d'usines ou par l'action des guerres (comme les guerres mondiales) - ou en augmentant de manière brutale la surexploitation des travailleurs pour restaurer le taux de profit. Ceci signifie : réduction de salaires et de conquêtes, augmentation du rythme de travail et du temps de travail, et donc une plus grande exploitation avec moins de travailleurs (licenciements).

L'argent que les gouvernements remettent aux banques et aux entreprises en crise **ne va pas servir à éviter les licenciements**. L'argent qui leur arrive leur sert d'abord à assurer leurs bénéfices, et il est utilisé en deuxième instance, comme dans le plan des entreprises d'automobiles nord-américaines, pour « moderniser » les usines et réduire le nombre de salariés. Après l'arrivée des aides multimillionnaires aux entreprises financières, des licenciements de centaines de milliers de travailleurs ont été annoncés partout dans le monde dans ces organismes.

Cette « aide » aux entreprises est de

l'argent qui est sorti et devra sortir des poches des travailleurs. C'est le nôtre, c'est de l'argent public qui a comme origine la réduction des budgets sociaux. Même dans les pays européens, on voit déjà comment se détériorent la santé et l'éducation publiques et comment continuent à un rythme soutenu les privatisations de ces secteurs. Un autre exemple est la politique d'augmentation de l'âge de la retraite. Soulignons que les budgets militaires ne sont pas logés à la même enseigne. Ils continuent à monter partout dans le monde. Celui des Etats-Unis est le plus grand des 20 dernières années et le Maroc a annoncé qu'il va doubler le sien en 2009.

Nous voyons aussi que, comme ils vont avoir besoin de davantage d'argent pour les entreprises, ils vont augmenter les impôts pour la majorité de la population.

Les bureaucraties syndicales

Le rôle traître des bureaucraties syndicales devient plus aigu dans des moments de crise. Elles s'occupent à négocier les licenciements et les plans des entreprises. Bien qu'elles doivent assumer la direction des luttes contre les licenciements à mainte occasion, elles ne mènent finalement pas ces luttes jusqu'au bout et finissent par négocier avec les patrons.

Les arguments qu'elles utilisent sont les mêmes que ceux de la bourgeoisie, du genre : si nous n'acceptons pas ce nombre de licenciements, l'entreprise devra fermer et nous perdrons tous les emplois. Quand il s'agit de la fermeture, c'est : ayons un licenciement digne, négocions les indemnités.

Un aspect assez nouveau est celui de voir les bureaucraties syndicales accompagner les chefs d'entreprise pour demander de l'argent aux gouvernements. C'est le cas pour la General Motors aux Etats-Unis. Nous savons que c'est de l'argent que les entreprises investiront pour supprimer des emplois. Le rôle de la bureaucratie syndicale des trois usines de montage nord-américaines est sinistre. Elle a accepté que les travailleurs perdent leurs assurances santé et chômage, pour que le congrès remette l'argent aux entreprises.

Les grandes centrales syndicales et leurs organismes internationaux comme l'AFL-CIO (aux Etats-Unis), la

CES (Confédération Européenne de Syndicats) ou la CSI (Confédération Syndicale Internationale), dirigés par ces bureaucraties au service du maintien du système capitaliste, ont refusé jusqu'à présent de convoquer des mobilisations à une grande échelle contre les licenciements et les plans des gouvernements. La réponse de la bureaucratie syndicale est minimale par rapport aux nécessités des travailleurs, étant donné la brutalité des attaques que les gouvernements et les entreprises mettent en oeuvre.

Les appels aux rassemblements essayent d'affaiblir les mobilisations et non de les unifier. C'est ce qui s'est passé en Grèce, où les centrales syndicales ont annulé la manifestation prévue pour le jour de la Grève Générale du 10 décembre, afin d'éviter des troubles. De cette façon ils faisaient échouer la possibilité d'une mobilisation unifiée des travailleurs et des étudiants, qui aurait pu faire tomber le gouvernement du conservateur Karamanlis. Dans d'autres cas, la bureaucratie appelle à manifester le même jour à des endroits différents, afin de ne pas réunir les travailleurs dans une grande mobilisation. Un autre exemple est celui des entreprises automobiles en Espagne. Nous avons vu comment, lors des premières mobilisations de la Nissan à Barcelone, les travailleurs concernés des entreprises qui fabriquent des pièces détachées pour cette usine de montage n'ont pas été appelés à participer à ces mobilisations.

Quand existe la possibilité d'unir tous les secteurs, comme cela aurait pu être la réponse à la directive européenne des 65 heures de travail hebdomadaire, la mobilisation de la CES s'est limitée à une grève de 5 à 15 minutes. En outre, aucune publicité, aucune préparation n'a été faite pour cette mobilisation, qui, dans ces conditions, restera anecdotique. L'indignation que la présentation de cette directive a suscitée, indignation qui a finalement imposé son rejet au Parlement européen, n'a pas eu, de la part de la bureaucratie syndicale, la réponse organisée dont les travailleurs avaient besoin.

La réponse des travailleurs

Les travailleurs commencent à répondre à la crise avec d'importantes mobilisations. Plusieurs pays européens montent au créneau, avec la Grèce à l'avant-garde, tant contre les licenciements que face aux plans de privatisation de l'éducation et de la santé, ou

encore en défense des retraites. En Chine nous avons connu les protestations violentes des travailleurs de plusieurs usines qui menacent de fermer.

Les étudiants et la jeunesse répondent avec des occupations de facultés et d'écoles, et avec des affrontement intenses avec la police et contre les politiques de privatisation de l'enseignement.

Beaucoup de ces grèves et mobilisations ont été organisées grâce à l'impulsion par les organisations de base. Dans d'autres cas, les travailleurs prennent l'initiative et commencent leur auto-organisation, comme les professeurs au Portugal qui, pour la première fois, ont organisé une mobilisation de plus de 15 000 personnes en marge de l'appareil syndical officiel. C'est aussi le cas des travailleurs de la santé à Madrid, qui se sont organisés dans une Coordination de Travailleurs et ont convoqué des dizaines de milliers de personnes, en dépit de l'opposition de la bureaucratie syndicale ; ou les syndicats alternatifs en Italie, qui ont été capables d'organiser conjointement une journée de grève et de mobilisation le 17 octobre. Le 12 octobre, le syndicat italien le plus important, la CGIL, a appelé à une grève de 4 heures, et beaucoup de catégories, y compris celle des fonctionnaires publics et des métallos, ont décidé d'étendre la protestation à toute la journée. Les syndicats alternatifs ont aussi rejoint cette convocation, avec une plate-forme propre de revendications, en donnant lieu à des mobilisations qui ont été de dizaines de milliers de personnes dans les principales villes italiennes.

Plan ouvrier de lutte et contre la crise

Il y a une issue à la crise économique capitaliste sans que le sacrifice de centaines de millions de travailleurs soit nécessaire. Mais cette issue n'est pas celle des capitalistes.

L'argent pour mettre un terme la crise doit sortir des bénéfices multimillionnaires que les entreprises ont obtenus durant ces années. Au lieu de réduire les impôts des riches, les gouvernements devraient prendre le contrôle de ces capitaux, **en nationalisant les banques**. Comme nous disions : **que la crise soit payée par les capitalistes**.

Nous, les travailleurs, devons lancer un ensemble de mesures et un plan de lutte contre la crise, qui doit partir de la dé-

fense des emplois : **contre le chômage, non aux licenciements**. Ce mot d'ordre, qui est la meilleure mesure contre la crise, n'est adopté ni par les gouvernements ni par la bureaucratie syndicale. Il faut exiger des gouvernements l'interdiction des licenciements.

La **nationalisation sans indemnisation** des entreprises qui licencient des travailleurs sera la façon de garantir l'interdiction des licenciements, et leur fonctionnement sera garanti en les mettant sous contrôle ouvrier. Cette mesure est en outre bien meilleur marché que celle qui consiste à remettre des millions aux entreprises. Un exemple est celui des entreprises automobiles de Detroit : même en payant le prix de ce qu'elles valent maintenant, qui est inférieur à leur valeur dans les années 40, cela coûterait moins d'argent que ce qu'elles ont demandé pour continuer à fonctionner.

Face à l'actuelle baisse de la production, (qui était jusque là assurée dans des conditions de surexploitation, avec des heures supplémentaires, avec des rythmes de production stressants), nous devons proposer **l'échelle mobile des heures de travail**, c'est-à-dire la réduction de la journée de travail afin que tous puissent travailler, sans réduction de salaire. C'est une mesure que la Quatrième Internationale a commencée à proposer dans les années 30 contre le chômage de la Grande Dépression. Nous pouvons maintenant la concrétiser avec l'exigence de réduction de la journée à 36 ou à 35 heures hebdomadaires, au lieu de l'augmenter, comme le prétendait la Directive Européenne des 65 heures, ce qui créeraient davantage de chômage. Et nous exigeons entre-temps **l'indemnisation du chômage** jusqu'à ce que l'Etat garantisse un emploi digne.

Il faut exiger des gouvernements qu'ils entament immédiatement **des programmes de travaux publics** qui donnent du travail et qui améliorent les infrastructures populaires. Nous avons besoin d'hôpitaux publics de qualité, d'écoles, d'universités, de logements...

Baisse de l'âge de la retraite et que chaque retraité soit **remplacé** par un travailleur avec les mêmes droits garantis par loi.

Face aux propositions patronales de « réformes du travail » et de moratoires dans les accords contractuels ou les conventions collectives, il est nécessaire d'exiger **la défense incondi-**

Nous voulons souligner quelques exemples d'expériences, de coordination d'organisations ouvrières pour combattre et de réalisation de campagnes.

Au Brésil, CONLUTAS a lancé une campagne contre les licenciements et la récession, en proposant un plan ouvrier. Ce plan devient concret dans les propositions des travailleurs de la compagnie minière de *Vale do Rio Doce*, qui exigent l'étatisation, si les licenciements en masse annoncés ont lieu. La proposition du syndicat de la General Motors à São José dos Campos (membre de Conlutas) est de combattre contre les licenciements en invitant le reste des usines de l'entreprise à se coordonner, tant au Brésil qu'en Amérique latine. Comme résultat, il y a les contacts avec les travailleurs de cette entreprise en Argentine.

En Bolivie les travailleurs de la Fédération Syndicale de Travailleurs Miniers de Bolivie, de la mine de Huanuni, qui font partie de la COB, ont organisé un Séminaire International Minier, avec la participation de syndicalistes du Brésil et du Pérou. On y est arrivé à la conclusion que ce n'est qu'avec la lutte que l'on peut défendre les emplois, qu'il faut exiger des gouvernements la re-étatisation des ressources naturelles. Les participants ont posé la nécessité d'organiser une lutte unitaire et continentale en marquant des propositions de manifeste et de calendrier de mobilisations.

La constitution en juillet 2008 de l'ELACT (Rencontre latino-américaine et caraïbe de travailleurs), dont font partie les syndicats susmentionnés, montre les possibilités de coordination des organisations ouvrières qui maintiennent leur indépendance envers les gouvernements et les organisations bourgeoises. Participent à l'ELACT : des organisations syndicales de Haïti, Brésil, Venezuela, Bolivie, Argentine, Paraguay, Uruguay, Pérou...

nelle des droits du travail et des acquis sociaux. Tout recul qu'ils parviennent à nous imposer maintenant va coûter du sang pour le récupérer dans le futur et la seule chose que garantissent ce recul est le bénéfice patronal.

En outre, contre la crise qui donne lieu à une augmentation de la pauvreté sur toute la planète, nous devons avancer des mesures comme : **l'augmentation générale des salaires et la garantie de pensions dignes** pour tous ; le contrôle des prix des aliments et la garantie de

leur production en mettant un terme la spéculation des entreprises agraires. Réforme agraire en donnant la terre à ceux qui la travaillent !

Ces mesures doivent s'ajouter à d'autres qui sont indispensables dans les pays semi-coloniaux, comme par exemple : **Non paiement de la dette externe et interne** et interdiction d'évacuer à l'étranger les bénéficiaires des multinationales.

Pour combattre pour ces mesures et faire face aux manœuvres de la bureaucratie syndicale et aux gouvernements,

il sera fondamental de proposer des **plans de lutte unitaires de tous les syndicats et des organismes de base**, en exigeant des bureaucraties syndicales qu'elles rompent leurs accords avec les gouvernements et les entreprises et qu'elles défendent des plans de lutte ouvriers contre la crise, avec ces mesures et d'autres que nous rassemblons ici.

En 2009, l'enjeu est important pour les travailleurs. Nous pouvons éviter le futur de misère et de faim que nous promettent les capitalistes, mais pour

cela, une lutte très dure et intransigeante sera nécessaire. Nous devons promouvoir des **assemblées pour la prise de décisions** et soutenir les organismes nouveaux qui apparaissent dans les mobilisations. L'occupation des entreprises par les travailleurs et l'organisation de la défense, face à la répression de l'Etat et les tueurs à gage, vont être à l'ordre du jour. Dans cette lutte, les travailleurs doivent restaurer **l'indépendance de classe** pour pouvoir faire face aux gouvernements du moment et mettre en échec les plans patronaux.

Arrêt du massacre mené par Israël dans la Bande de Gaza !

Déclaration de la LIT (QI)

L'Etat d'Israël est en train de commettre un véritable massacre dans la bande de Gaza. Plus de 300 Palestiniens sont déjà morts suite aux bombardements indiscriminés perpétrés par l'armée sioniste. En s'attaquant ainsi à la population civile, Israël prétend écraser le peuple palestinien. Le Hamas, sorti vainqueur des élections en 2006, a réussi à rendre indépendant un morceau du territoire en expulsant les agents d'Israël Aussi, dans la déclaration émise à l'occasion du 60ème anniversaire de la création de l'Etat d'Israël, la LIT écrivait :

« Malgré les tentatives de conciliation du Hamas appelant à former un "gouvernement d'unité nationale" avec le Fatah, mi-2007, la situation a dérivé en confrontation ouverte entre les deux forces, jusqu'au coup d'Etat organisé par Abbas, ce dernier cherchant à déplacer le Hamas et à prendre le contrôle total du gouvernement. Consécutivement, la réaction des masses de Gaza a poussé le Hamas à expulser du territoire l'appareil militaire d'Abbas et la police du Fatah. Ce qui constitue un grand triomphe des masses palestiniennes, lesquelles ont ainsi libéré Gaza du contrôle d'Israël et ses agents, la transformant dans les faits en territoire palestinien indépendant, même si dans des conditions d'isolement très difficiles. »

Vaincre Gaza à tout prix

Une telle situation était intolérable pour l'Etat d'Israël, lequel a déclenché une action combinée d'attaques militaires : d'abord, destruction des infrastructures

électriques et d'approvisionnement d'eau ; ensuite, bombardements directs sur la population civile et blocus très ferme pour empêcher les approvisionnements de nourriture, médicaments et combustibles. Il fallait vaincre à n'importe quel prix la résistance du peuple de Gaza, et l'obliger à se rendre.

L'actuelle offensive, brutale, vient donc s'ajouter au blocus, ainsi qu'aux incursions et bombardements infligés depuis 2006, de manière continue, par l'Etat d'Israël. Les Palestiniens, eux, à part leur propre personne, ne disposent de quasiment rien pour faire face aux bombes israéliennes. Intervenant quelques jours avant la prise de fonctions du nouveau président des USA, Barack Obama, cette dernière offensive veut montrer, très clairement, quelle est la voie choisie. Certes, Obama ne s'est pas encore prononcé sur la situation en cours, mais lors de sa récente visite à Israël il a déclaré que s'il habitait là où tombent des missiles palestiniens, il agirait de la même façon que les Israéliens.

Alors que le gouvernement Bush accuse le Hamas et soutient une fois encore des actes de génocide, les représentants européens font-ils pression sur les gouvernements arabes pour leur faire accepter les prétentions israéliennes en Palestine. Ainsi, le ministre des relations extérieures britannique a déclaré que *"les leaders du monde arabe ont une grande opportunité de démontrer que les intérêts du peuple palestinien ne peuvent être assurés que par un Etat palestinien viable, coexistant avec un Etat israélien sûr"*. Moratinos, mi-

nistre de relations extérieures de Zapatero, a demandé une trêve pour reprendre les négociations, tout en désignant le Hamas comme responsable de l'offensive israélienne.

L'administration fantôme de Mahmoud Abbas, associée à cette monstrueuse rengaine, et trahissant une fois de plus la cause palestinienne, a même déclaré que "ayant refusé de renouveler la trêve", le Hamas était seul responsable des meurtrières attaques déclenchées par Israël. En vérité, la soi-disant trêve n'a profité qu'à Israël : côté Palestinien, maintient du blocus sur l'approvisionnement de *nourritures, médicaments, combustibles*, et une population encerclée, avec interdiction à tout recours armé ; alors que, de l'autre côté, l'Etat sioniste est resté libre de continuer à bombarder, selon son bon gré, n'importe quel point de la Bande de Gaza (30 décès dans 6 mois). Aussi, une fois la première période de trêve terminée, pour la renouveler, le Hamas a mis une condition, à savoir : l'arrêt du blocus.

Même l'organisation de l'ONU pour les réfugiés (UNRWA) a déclaré que, par le maintien d'un tel blocus, Israël se rendait responsable de crimes à caractère humanitaire. Une constatation suivie de représailles, le gouvernement israélien ayant en effet empêché Richard Falk, membre de l'UNRWA, de rentrer dans les territoires occupés.

Quant au gouvernement égyptien, Mubarak a permis au premier ministre israélien, Tzipi Livni, d'annoncer depuis le palais présidentiel, au Caire, son

intention d'envahir Gaza ! Plus grave encore, ce gouvernement a empêché l'entrée de réfugiés en maintenant fermés les passages frontaliers avec Gaza, et collaboré ainsi avec blocus sioniste : par là, Moubarak s'est-il rendu complice de la mort de centaines de Palestiniens.

Le gouvernement israélien qui, pendant cette période, n'a jamais arrêté ses attaques meurtrières, et qui maintient dans de conditions inhumaines plus de 1 500 000 Palestiniens, a pris comme prétexte la non ratification du cessez-le-feu par le Hamas (une telle ratification aurait signé la condamnation à mort du Hamas), ainsi que des quel-

ques (peu nombreux) lancements de missiles qui, depuis Gaza, ont réussi à frapper la population israélienne. Israël veut en vérité un cessez-le-feu unilatéral, ses propres et continuelles agressions n'y comptant donc pour rien : les Palestiniens doivent se laisser massacrer, sans se défendre !

Pour sa part, La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale se place aux côtés du peuple palestinien et son droit à mettre fin à 60 années d'occupation !

La LIT(QI) appelle donc toutes les organisations politiques, syndicales et sociales à se prononcer et se mobiliser de manière urgente contre les

massacres perpétrés actuellement - et une fois de plus - par Israël. Nous devons exiger la rupture de relations avec l'Etat sioniste et apporter tout notre soutien à la résistance palestinienne.

Arrêt du génocide dans la Bande de Gaza !

A bas l'état d'Israël !

Vive la résistance du peuple palestinien !

Secrétariat International de la LIT (QI)

São Paulo, le 29 décembre 2008.

Pour une Palestine laïque, démocratique et non raciste !

Au moment de clore ce bulletin, l'offensive sioniste contre Gaza dépasse le lourd bilan de plus de 600 morts palestiniens et de 3 000 blessés. A près la poursuite de la colonisation en Cis-Jordanie, cette offensive démontre la réalité détermination des intentions de l'état sioniste quand à l'existence d'un état palestinien fût-il un bantoustan. Ceci met plus que jamais à l'ordre du jour comme seule issue aux masses palestiniennes le combat pour une Palestine, laïque, démocratique et non raciste à égalité de droits entre Juifs et Arabes, dans le cadre d'une fédération socialiste du Proche et du Moyen-Orient.

Aussi, nous reproduisons ci-dessous cette déclaration de nos camarades de la LCT/CWB, section belge de la LIT-QI que nous partageons pleinement.

Vie des sections - Belgique

La situation actuelle ne peut pas trouver de solution durable sans une solution globale au Moyen-Orient. Et cette solution ne viendra que par la reconnaissance du droit du peuple palestinien de vivre en paix sur ses terres : la Palestine. Des terres dont plus de 700 000 palestiniens ont été expulsés pour laisser place à l'Etat d'Israël. Ce fut la Nakba, la catastrophe, dont nous célébrions cette année le 60^{ème} anniversaire. Israël est une enclave coloniale au Moyen-Orient et joue le rôle de gendarme des puissances impérialistes dans la région. C'est pour cela qu'elle est reconnue, armée et financée par les Etats-Unis, l'Europe et l'ensemble de la « communauté internationale ». Par contre, le peuple palestinien vit depuis 1948 sous l'occupation militaire israélienne, dans l'humiliation, la misère, la souffrance et sans aucune reconnaissance de ses droits. Et quand la résistance palestinienne lutte pour défendre son peuple et ses droits, elle est qualifiée de terroriste par Israël ; alors que l'Etat d'Israël a été créé en usurpant la Palestine. Sous le prétexte de lutter contre le terrorisme, l'armée



israélienne poursuit son lent travail de morcellement, de massacres et d'asphyxie du peuple palestinien. Les territoires palestiniens occupés sont totalement encerclés par un mur et protégés par des miradors !

Mais la défaite d'Israël face au Hezbol-

lah en été 2006 nous démontre qu'Israël n'est pas invincible. Plus encore, cela témoigne que la paix n'est pas possible dans la région tant qu'Israël existe. Il ne s'agit pas de lutter contre ses habitants, mais contre les projets colonialistes de ses dirigeants, contre sa structure armée constamment en alerte et qui agresse en permanence les peuples voisins. Bref, il s'agit de lutter, comme lors de la naissance de l'OLP, contre l'existence même d'Israël. Il est temps d'unifier les résistances dans la région pour une Palestine laïque, démocratique et non raciste, où tous les peuples pourront vivre dans la paix et la fraternité, quelle que soit leur religion.

Droit au retour des réfugiés !

Destruction du mur de l'Apartheid !

Pour le droit à l'autodétermination du peuple palestinien !

Palestine : 1947 - 2009

La continuité du combat de la IV^e Internationale

Afin d'éclairer les enjeux politique de ce qui se passe à Gaza et de remettre ces événements dans leur perspective historique, en relation avec la continuité de notre courant international, nous reproduisons ci-dessous un extrait du document de la IV^e Internationale (novembre-décembre 1947) contre « la partition de la Palestine », ainsi que l'intégralité des thèses du Groupe trotskyste palestinien, document de janvier 1948.

Thèses du Groupe trotskyste palestinien (Haïfa, janvier 1948)

1 . La faiblesse de l'impérialisme britannique après la deuxième guerre mondiale, la consolidation de la bourgeoisie indigène dans quelques colonies importantes et le développement de la classe ouvrière ainsi que l'intensification de sa lutte sociale et anti-impérialiste ont obligé la Grande-Bretagne à évacuer ses troupes de certaines colonies et à prévoir un réajustement de la défense de l'Empire. D'autre part, la bourgeoisie indigène est devenue un agent de la domination impérialiste indirect plus digne de confiance du fait de la peur grandissante devant la classe ouvrière organisée qui est sortie plus forte que jamais de cette guerre. Particulièrement dans les colonies - et semi-colonies et dans les régions coloniales où l'impérialisme américain a pénétré comme principale puissance économique, l'impérialisme britannique essaie d'assigner une partie des tâches de la défense de l'Empire et de la préparation de la prochaine guerre mondiale à l'impérialisme américain. D'autre part, la Grande-Bretagne cherche à maintenir autant d'influence économique et d'autorité sur la bourgeoisie indigène qu'il est possible de le faire. C'est ce qui se passe à présent dans le Moyen-Orient. D'une part, l'impérialisme britannique évacue une partie de ses troupes de Palestine et de l'Irak et laisse à l'ONU, c'est-à-dire à l'impérialisme américain, le soin de décider le sort de la Palestine et, d'autre part; il incite à la " guerre sainte " en Palestine afin de gagner de l'influence politique sur le monde arabe et il s'efforce de s'allier aux États arabes, comme par le traité prévu avec l'Irak qui donnerait à l'impérialisme britannique le maximum de pouvoir possible dans les conditions de domination indirecte. L'antagonisme

Extrait du document de la IV^e Internationale contre « La partition de la Palestine » (novembre-décembre 1947)

« La position de la IV^e Internationale vis-à-vis de la question palestinienne demeure aussi claire que dans le passé. Elle sera à l'avant-garde du combat contre la partition, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur destin par l'élection d'une Assemblée Constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres des bourgeoisies égyptiennes et syriennes qui essaient de dévier la lutte pour l'émancipation des masses en lutte contre les juifs, elle appellera à la révolution rurale, à la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste, qui sont les moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne peut mener ce combat avec une chance de succès qu'à condition qu'elle prenne position, sans équivoque, contre la partition du pays et l'établissement d'un Etat juif. »

Source : http://www.marxistsfr.org/francais/4int/postwar/1947/11/4int_palestine_1947.htm

entre les impérialismes américain et britannique dans cette région se manifeste particulièrement dans la question de savoir de quelle façon chacun d'eux peut obtenir le maximum d'influence directe sur l'économie et la politique indigène tout en y envoyant le plus petit nombre de troupes. La décision de diviser la Palestine appuyée par le

États-Unis, apparemment en opposition à la Grande-Bretagne, a créé la situation suivante dans l'Orient arabe : la Grande-Bretagne a obtenu la possibilité de retirer une partie de ses troupes tout en renforçant son prestige dans le monde arabe ; l'Amérique, dont les intérêts pétroliers n'ont pas souffert d'une certaine perte de prestige à cause de liens économiques qui lient la bourgeoisie indigène à l'impérialisme yankee, y a gagné un agent direct, la bourgeoisie sioniste, qui, de ce fait, est devenu complètement dépendante du capital américain et de la politique américaine. De plus, l'impérialisme américain a maintenant une justification pour intervenir militairement dans le Moyen-Orient chaque fois que cela lui conviendra. Tous les deux ont créé une situation de chauvinisme grandissant dans laquelle il est devenu possible d'écraser la classe ouvrière arabe et tous les mouvements de gauche dans tout l'Orient arabe, et ceci est également dû à cause de l'appui russe au plan impérialiste de division de la Palestine.

2. Les féodaux arabes et la bourgeoisie du Moyen-Orient, représentés par la Ligue Arabe, voient dans la bourgeoisie sioniste un concurrent non seulement sur le marché des moyens de consommation du Moyen-Orient (en ce qui concerne l'Égypte) mais également sur le marché des agents impérialistes dans l'Orient arabe. Par sa guerre raciale contre les Juifs de Palestine, la Ligue Arabe veut limiter la zone d'activité des industries juives et prouver à l'impérialisme qu'elle est un facteur qui peut encore mieux le servir que le sionisme. En même temps, elle favorise l'impérialisme dans ses plans sur une

grande échelle au Moyen-Orient et elle n'est que trop intéressée à suivre ses ordres en vue d'utiliser cette guerre chauvine pour aviver les sentiments anti-russes et pour écraser brutalement la classe ouvrière arabe et tous les groupes de gauche. Elle voit dans l'épouvantail sioniste et dans le problème palestinien en général une trop belle occasion pour détourner l'attention des masses opprimées des pays arabes de leurs problèmes sociaux et de l'exploitation impérialiste et indigène et pour exacerber les haines raciales contre les minorités et pour recruter des chômeurs pour " Gihad " en Palestine. Dans ces circonstances, l'antagonisme traditionnel entre les deux cliques de la Ligue Arabe - la famille Hachémite britannique d'une part et le bloc américain du roi du pétrole de l'Arabie, de l'Égypte et du régime actuel en Syrie d'autre part - se manifeste dans leur compétition pour l'intervention la plus extrême et la plus active en Palestine afin d'être sur place, d'y créer un fait accompli et de rassembler le butin dès qu'il sera nécessaire de se conformer aux décisions finales de l'impérialisme.

3. Les féodaux arabes de Palestine, sachant que dans une telle guerre raciale ils sont les dirigeants naturels, veulent reconquérir de cette façon leur autorité sur la population arabe de Palestine, autorité qui avait été affaiblie par le développement, durant la guerre, de la jeune bourgeoisie des villes du littoral et par la croissance et l'organisation de la classe ouvrière arabe de Palestine. L'appui direct que l'impérialisme britannique a accordé à des dirigeants féodaux, contre tout autre facteur arabe (rapatriement des Husseinis, reconnaissance du Haut Comité arabe imposé par lui-même, etc.) - tout cela parce que l'impérialisme anglais était intéressé à voir la direction arabe la plus réactionnaire et chauvine - a permis à ces féodaux d'imprégner, dès le début, leur propre caractère aux événements actuels. Alors que la révolte de 1936 avait commencé par une grève générale et s'était concentrée au début dans les villes, cette fois-ci le principal aspect de l'activité a été dès le début une action militaire de bandes de guérillas rurales. Alors qu'en 1936-1939 une grande partie des " combats " a été menée contre les troupes britanniques (même si le but principal était dirigé contre les Juifs), cette fois-ci ce sont principalement les Juifs qui sont attaqués tandis que les fonctionnaires de l'impérialisme britannique ainsi que les

officiers et les soldats sont traités amicalement ou tout au plus accusés de ne pas tenir la " neutralité " promise. C'est ainsi qu'ils ont réussi à créer une atmosphère de chauvinisme extrême dans laquelle une provocation peut entraîner un massacre massif des ouvriers juifs comme dans les raffineries de Haïfa de la part des sections arrières de leurs compagnons ouvriers arabes (quelques-uns des ouvriers arabes les plus avancés ne participèrent pas à cette action et d'autres sauvèrent les Juifs), et où il n'y a plus de lutte gréviste commune entre ouvriers juifs et arabes pour les mêmes revendications, mais au contraire où ces luttes sont menées séparément pour l'introduction de mesures de sécurité contre des attaques éventuelles. La séparation entre ouvriers arabes et juifs et la séparation entre la classe ouvrière arabe des villes les plus avancées et de leur hinterland - les pauvres des campagnes - (l'un des principaux buts de la division) sont accomplies par la prétendue lutte des dirigeants féodaux arabes contre la division. La bourgeoisie arabe, dans la mesure où elle existe - en Palestine en tant que classe indépendante (propriétaires de plantations de citrons et éléments urbains des villes du littoral - les adeptes de Muss el Alami) veut l'ordre et la sécurité dans l'intérêt des affaires, mais sa garde nationale, au cours des attaques chauvines de masse, est de moins en moins importante en comparaison des guérillas à direction féodale.

4. Le sionisme qui semble être au zénith de ses succès diplomatiques, a réussi à aider l'impérialisme à créer une situation dans laquelle les masses juives doivent apprendre ce que veut dire être le bouc émissaire de l'impérialisme. La guerre civile actuelle, qui exacerbe à l'extrême le chauvinisme dans les masses juives est elle-même en partie la conséquence du chauvinisme sioniste qui a accompagné l'établissement d'une économie juive fermée. Si l'impérialisme a réussi à détourner de lui le mécontentement des masses arabes dans le Moyen-Orient et à le diriger contre la population juive de Palestine, la conséquence inévitable de cette guerre sera la dépendance totale du sionisme envers l'impérialisme américain.

5. Dans ces circonstances, le recul de l'influence des organisations ouvrières arabes est évident. Après être parvenues à devenir un facteur important dans la vie politique arabe, elles sont

aujourd'hui presque paralysées. Nous ne pouvons pas non plus nous attendre à ce qu'elles regagnent cette position dans le proche avenir, et ce pour les raisons suivantes :

a) La vague d'écrasement des organisations de gauche et de la classe ouvrière dans l'orient arabe est survenue avant que celles-ci soient suffisamment fortes pour se défendre et pour maintenir leur position. Si cela a été le cas dans les centres de la classe ouvrière arabe, particulièrement en Égypte, il n'y a aucun doute que cela influence la classe ouvrière plus arriérée de Palestine.

b) Dans le proche avenir, il faut s'attendre à un déclin numérique de la classe ouvrière arabe en Palestine, premièrement à cause de la diminution du travail pour l'armée et deuxièmement à cause des arrêts de travail causés par les événements. Le chômage parmi les ouvriers arabes ne menacera pas seulement les conquêtes limitées des dernières années, mais créera un terrain fertile au chauvinisme et favorisera le recrutement des bandes à direction féodale.

c) Les staliniens arabes ont perdu une partie de leur influence politique et organisationnelle parce que les masses les considéraient comme les représentants de la Russie qui a trahi les masses arabes en favorisant la division de l'État juif.

d) Le chauvinisme grandissant des ouvriers juifs, l'appui ouvert du partage par les sionistes de "gauche" y compris les staliniens juifs, sont également reflétés parmi les ouvriers arabes et constituent un autre facteur qui les jette dans les bras de la réaction féodale. D'autre part la composition sociale de la classe ouvrière arabe est aujourd'hui beaucoup plus progressive qu'elle ne l'était au début de la révolte de 1936-1939. Alors qu'à cette époque les ouvriers agricoles, les employés de commerce, etc. constituaient plus de la moitié de la classe ouvrière arabe, aujourd'hui près des trois quarts des ouvriers arabes sont employés sur les chantiers gouvernementaux, dans les compagnies pétrolières et autres établissements industriels. Après la période de réaction et de recul, le point de départ sera à un niveau plus élevé qu'en 1939.

6. Si, dans le passé, l'activité politique

du parti révolutionnaire parmi les ouvriers juifs a été difficile à cause de la position privilégiée de ceux-ci dans l'économie fermée des Juifs, elle le sera d'autant plus aujourd'hui que cette position a été soutenue non seulement par l'impérialisme américain mais encore par la Russie. Le tournant des stalinien juifs devenus les adeptes les plus enthousiastes de la division de la Palestine et de la création de l'Etat juif, limite encore les points de contact qui auraient pu être utilisés par le parti révolutionnaire comme point de départ pour son activité parmi les ouvriers juifs. D'autre part, l'influence accrue de la réaction féodale arabe s'exprime par un chauvinisme

accru du côté juif. Une certaine perspective de notre travail consiste dans la possibilité de gagner individuellement des stalinien qui sont demeurés fermement opposés à la division et qui peuvent par conséquent admettre la trahison de la Russie stalinienne.

7. L'analyse précédente montre que dans le proche avenir (les prochains mois) on ne peut pas s'attendre à des actions sur une grande échelle de la part des ouvriers arabes, encore moins d'actions communes entre ouvriers arabes et juifs. Avant que ne se fasse sentir la lassitude provoquée par la détérioration de la situation économique et par l'effusion de sang et qui sera le point de départ d'une nouvelle montée révolutionnaire, il est très probable

qu'il y aura un renforcement du chauvinisme et des massacres sur une grande échelle. Dans le proche avenir, notre travail sera limité essentiellement au maintien des liaisons entre les camarades arabes et juifs, à renforcer les cadres, particulièrement du côté arabe, comme base pour une activité révolutionnaire dans l'avenir. Nous devons expliquer patiemment aux couches les plus avancées du prolétariat arabe et à l'intelligentsia que les actions militaires raciales ne font qu'agrandir le fossé entre les Juifs et les Arabes et conduisent ainsi pratiquement à la division politique ; que le facteur fondamental et que la cause principale de la division c'est l'impérialisme ; que les combats actuels ne font que renforcer l'impérialisme ; que grâce à la direction bourgeoise et féodale des pays arabes - qui est l'agent de l'impérialisme - nous avons été battus à une étape de la lutte anti-impérialiste et que nous devons nous préparer pour la victoire à une prochaine étape - c'est-à-dire pour l'unification de la Palestine et de l'Orient arabe en général - en créant la seule force qui puisse parvenir à ces buts : le parti prolétarien révolutionnaire unifié de l'Orient arabe. Notre succès dépendra en très grande partie de la consolidation, entre temps, des forces communistes révolutionnaires en Egypte.

Haïfa, janvier 1948

Source : http://www.marxistsfr.org/francais/4int/postwar/1948/4int_19480100.htm



<http://www.gsi-litqi.org/>

Sommaire du n° 83

- ✓ **Edito. - Une année décisive de la lutte des classes commence ! p.2**
- ✓ **La barbarie capitaliste. p.3**
- ✓ **Revue de presse sociale. p.5**
- ✓ **Jeunes GSI - Communiqué du 15 décembre 2008. p.7**
- ✓ **Jeunes GSI - Communiqué du 2 janvier 2009. p.8**
- ✓ **Qu'est-ce que « l'égalité réelle des chances ». p.9**
- ✓ **Grèce : déclaration de l'OKDE-EP. p.10**
- ✓ **Courrier International n°146. p.12**
- ✓ **Gaza : Déclaration de la LIT-QI. p.16**
- ✓ **Vie des sections - Belgique - Pour une Palestine laïque, démocratique et non raciste ! p.17**
- ✓ **Théorie - Palestine : 1947-2009... p.18**